

Unité départementale de Seine-et-Marne
14, rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple Cedex

Savigny-le-Temple, le 12 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROLOGIS France XCIX (Bâtiment DC4)

Parc logistique des Chevrons
Avenue Paul Delouvrier
77550 MOISSY CRAMAYEL

Références : E4/22-

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 mars 2022 dans l'établissement PROLOGIS France XCIX (Bâtiment DC4) implanté Parc logistique des Chevrons Avenue Paul Delouvrier 77550 MOISSY CRAMAYEL. L'inspection a été annoncée le 25/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROLOGIS France XCIX (Bâtiment DC4)
- Parc logistique des Chevrons, Avenue Paul Delouvrier, 77550 MOISSY CRAMAYEL
- Code AIOT dans GUN : 0006518210
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Il s'agit d'un entrepôt de stockage de 10 cellules. Les marchandises stockées relèvent principalement de la rubrique 1510.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques chroniques,
- risques accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
RESSOURCES EN EAU	Arrêté Préfectoral du 20/05/2017, article 8.74.	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE	Arrêté Préfectoral du 20/05/2017, article 8.3.5	/	Sans objet
ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION	Arrêté Préfectoral du 20/05/2017, article 8.7.3,	/	Sans objet
DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES	Arrêté Préfectoral du 20/06/2017, article Article 9.1.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise les vérifications périodiques de ses installations ainsi que des moyens de défense contre l'incendie. En outre, il devra justifier que toutes les observations formulées dans le rapport de vérification du système de sprinklage ont été levées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2017, article 8.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du Code du travail, les installations électriques doivent être réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Les installations électriques ont été vérifiées le 15/02/21 par la société Bureau Veritas. Les réserves ont été levées suite aux interventions des sociétés EFF le 29/04/21 et ARELEC le 17/05/21.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2017, article 8.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Les équipements (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu) sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.
Constats : Les portes coupe-feu ont été vérifiées par la société Fivo Service le 17/11/21.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : RESSOURCES EN EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2017, article 8.7.4.
Thème(s) : Risques chroniques, vérifications périodiques
<p>Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après d'un système de détection et d'extinction automatique, de type sprinkler, approprié aux stockages qui doit être conçu, installé et entretenu conformément à un référentiel reconnu et en adéquation avec les dangers présentés par les matières stockées. (...) Un débit de 240 m/h en simultané pendant deux heures est assuré par 4 hydrants de DN 109 alimentés par le réseau d'adduction d'eau. Le contrôle de ces extincteurs est effectué une fois par an par un organisme indépendant.</p>
<p>Constats : <u>Le système de sprinklage a été vérifié par la société Bureau Veritas le 22/11/21. Le rapport mentionne que les points 24.1, 25 et 27 n'ont été pas soldés.</u></p> <p>Les poteaux incendies ont été vérifiés le 7/06/21 par la société SDR.</p> <p>Les RIA ont été vérifiés par la société UXELLO le 17/05/21. Les réserves mentionnées dans le rapport ont été levées par cette même société en octobre 2021.</p> <p>Les extincteurs ont été vérifiés par la société EUROFEU le 18/05/21.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2017, article Article 9.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES
<p>Prescription contrôlée : De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu. L'exploitant réalise une étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Cette étude est réalisée au moment de la construction de l'entrepôt et tenue à disposition de l'inspection des Installations classées.</p>
<p>Constats : Les dispositions constructives du bâtiment correspondent aux engagements de l'exploitant dans le dossier de demande d'autorisation. Il s'agissait de vérifier que les dispositions constructives de la cellule 10, construite après la visite de l'inspection de recolement du 14 mars 2018, était conformes à l'arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

